



LA MILITARISATION DE LA JEUNESSE L'ÉCOLE N'EST PAS UNE CASERNE !

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

UN CLIMAT GUERRIER

Depuis le début de la guerre en Ukraine et sous prétexte de « menace russe », le président de la République appelle, depuis son discours de juillet 2025, au réarmement massif de la France. Reprise par beaucoup de personnalités politiques, et imposée à grands renforts médiatiques, cette propagande guerrière prépare les esprits, entre autres, à l'augmentation du budget de la défense au détriment des Services publics. D'ailleurs, et pour la première fois, le budget militaire est supérieur à celui de l'Éducation (le PLF 2026 prévoit 68,4 milliards d'euros pour la Défense contre 64,5 milliards pour l'EN). Plutôt que d'investir dans l'École, le gouvernement Lecornu préfère nourrir l'industrie de l'armement!

L'Éducation nationale n'est pas épargnée. Si le rapprochement entre l'Éducation nationale et la Défense ne date pas d'hier, force est de constater que nous assistons à une accélération incontrôlée. Aussitôt le SNU abandonné il est remplacé par la Service Militaire Volontaire. À noter aussi le développement des classes « défense et sécurité globale » du collège au lycée sur l'ensemble du territoire, l'édition d'un guide intitulé « Acculturer les jeunes à la défense » ou encore la loi pour renforcer l'enseignement de la défense nationale dans les collèges et les lycées : tout un arsenal de mesures est mis en œuvre.

DU « RÉARMEMENT CIVIQUE » À L'EMBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE



Le SNU s'est heurté au mur de la réalité car peu prisé par les jeunes, difficile à mettre en œuvre concrètement, mal encadré et enfin, très coûteux. Sans compter sa philosophie même : lever de drapeau et uniformes y étaient d'usage et son encadrement pouvait être effectué par des réservistes, ce qui a pu impliquer dérives autoritaires et des brimades. Face à ce bilan désastreux et grâce à la mobilisation de la quasi-totalité des organisations de jeunesse, syndicats, fédérations de parents d'élèves, ce projet réactionnaire

a été abandonné malgré l'entêtement du pouvoir macroniste. Ne prenant pas acte de cet échec, le président a donc décidé de la création d'un **nouveau Service National « Volontaire »**, à partir de **septembre 2026**, d'une durée totale de 10 mois, rémunéré, et ouvert aux jeunes de 18 à 25 ans. Considéré comme une année de césure dans les études, le SNV serait un élément de valorisation dans Parcoursup et dans le parcours académique (octroi de crédits ECTS).

Nous dénonçons les courriers d'unités militaires, à destination des chef-fes d'établissement, qui visent à pousser les équipes à faire la promotion du SNV auprès des élèves. Nous demandons que cette pratique cesse. Nous refusons que l'École et ses personnels soient instrumentalisés pour pousser les jeunes vers l'armée. La campagne de recrutement pour ce nouveau service national doit être immédiatement stoppée.



LES CLASSES « DÉFENSE ET SÉCURITÉ GLOBALE »



Depuis 2015, l'État fait la publicité et développe tous azimuts des classes dites « défense et sécurité globale », en partenariat entre les ministères des Armées et de l'Éducation nationale. Ces dispositifs visent à faire découvrir aux élèves la culture de défense à travers un projet pédagogique interdisciplinaire, mené en lien avec une unité militaire. Ainsi, les échanges entre élèves et corps en uniformes sont au centre de ce dispositif. De 380 en 2021, elles dépassent aujourd'hui les 1 200, pour plus de 32 000 élèves concernés sur l'ensemble du territoire. et touchent particulièrement certains établissements en Éducation prioritaire ou en zones rurales.

À ces classes s'ajoutent d'autres dispositifs comme :

- Les *Cadets de la défense ou de la gendarmerie* à destination des collégien·nes et lycéen·nes : immersion dans le monde militaire pouvant déboucher sur un engagement dans la réserve.
- Des stages d'observation au sein de l'armée de Terre.
- « *Des rallyes citoyens* » et parfois ces dérives comme dans un lycée professionnel du Val de Marne lors d'un atelier intitulé : « Vis ma vie de déteu ». Pompes, utilisation de faux Famas, coups de matraque et de poing dans des boucliers portés par les élèves...

La CGT Educ'action réclame la fin de ces dispositifs et de tout projet reposant sur un partenariat entre École et Armée.

Pour la CGT Educ'action, cette volonté de remettre au pas la jeunesse des classes populaires est inacceptable. Cette jeunesse à surtout besoin de moyens pour s'émanciper. Nous exigeons la révision immédiate de la carte de l'Éducation prioritaire, réintégrant les lycées, basée sur des critères sociaux.

« ACCULTURER LES JEUNES À LA DÉFENSE »



Un guide intitulé « **Acculturer les jeunes à la défense** » a été édité par le ministère de l'Éducation nationale en novembre 2025. Il recommande d'engager et de valoriser une démarche « progressive, interdisciplinaire et incarnée », articulée autour de plusieurs axes qui, mis bout à bout, dessinent une stratégie d'imprégnation continue qui concerne l'ensemble du public scolaire des collèges et lycées. Il propose d'intégrer les enjeux de défense dans les enseignements, notamment en Éducation Morale et Civique (EMC), en histoire-géographie, en lettres et en sciences. Il **encourage à multiplier les rencontres avec des militaires, à participer à des ateliers et à des simulations stratégiques**, à concevoir des projets interdisciplinaires. Il incite à immerger les élèves dans des environnements professionnels militaires, visiter des bases, observer des unités, participer à des stages (notamment à se saisir des stages de « découverte professionnelle » des classes de troisième et seconde, ainsi que les périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) des classes de Bac professionnel et de CAP, afin de favoriser le contact des élèves avec des militaires « et plus largement des corps en uniforme »), intégrer des dispositifs de type « cadets de la défense ». Les trinômes académiques, réunissant rectorat, armée et Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN), sont désignés comme les pilotes de cette acculturation. Enfin, les unités militaires sont encouragées à maintenir un lien durable avec les élèves, par des cérémonies, des correspondances, des retours en unité.

La CGT Educ'action revendique le retrait de ce guide.



EXPLOITER LE MALAISE DE LA JEUNESSE...

Le premier paradoxe est brutal : le **pouvoir instrumentalise ce qu'il nomme la « banalisation de la violence »** (Lettre d'Édouard Geffray aux parents d'élèves, 12 février 2026) pour mieux légitimer la violence militarisée réelle dans l'École. Ainsi, après la tentative d'assassinat de notre collègue de Sanary-sur-Mer, Emmanuel Macron s'est inquiété des « dangers des jeux vidéo pour la santé mentale des plus jeunes » **mais dans le même temps, l'institution qu'il dirige promeut des dispositifs où des adolescent-es manipulent des armes**, s'exercent sur des simulateurs de tir, participent à des wargames et sont immergés dans des environnements militaires. Ce qui serait dangereux derrière un écran devient soudainement exemplaire lorsqu'il est estampillé « défense ».



Fustiger « Fortnite » et « GTA » comme menaces mais normaliser « Call of Duty » en conditions réelles. Ce n'est pas une incohérence, mais une stratégie : **utiliser l'émotion et la peur pour ouvrir les portes de l'École à la militarisation**, tout en se posant en protecteur d'une jeunesse que l'on prétend « sauver ». Une fois la violence virtuelle (jeux vidéo, réseaux sociaux, contenus numériques...) désignée comme péril, l'armée peut se présenter comme la seule institution capable de redonner des repères à une jeunesse plongée dans l'incertitude.

... POUR MILITARISER L'ÉCOLE

Avec un marché du travail sinistré, des études anxiogènes, Parcoursup et des perspectives d'avenir brouillées, la carrière militaire peut apparaître soudainement enviable : claire, structurée, sécurisée et protectrice. L'armée devient alors un supplétif éducatif. Elle occupe ainsi l'espace laissé vacant par l'affaiblissement de l'École. **Pendant que cette militarisation avance, l'École, elle, est laissée à l'abandon.** Les moyens manquent pour réduire les effectifs par classe, renforcer l'accompagnement des élèves en difficulté, développer l'Éducation artistique et culturelle, mais les partenariats militaires, eux, sont financés, structurés, pilotés. **Ce choix est politique**, il engage une vision de la société où l'on prépare les jeunes à « tenir leur rang » dans un monde conflictuel.



Au cœur de ces enjeux, une question décisive se pose : quelle mission assigne-t-on à l'École ?

Former des esprits critiques, capables de comprendre le monde, d'analyser les rapports de domination, de défendre les droits sociaux, l'égalité et la paix ? Ou préparer des jeunes à accepter comme inévitable un monde structuré par la confrontation, la puissance militaire et la logique de bloc ? L'École est sommée de participer à la préparation des esprits à la guerre, en installant un lien organique entre Armée et jeunesse. Cette orientation rompt frontalement avec une conception émancipatrice de l'Éducation.

Il s'agit de préparer les élèves non pas à comprendre le monde, mais à obéir. On ne leur apprend pas à contester, à débattre, à désobéir lorsque les principes fondamentaux sont menacés.



LA POSITION DE LA CGT...

Dans son document d'orientation adopté en mars 2023, la CGT réaffirme sa volonté de « **préservation de la planète et de l'humanité (ce qui) implique notamment d'en finir avec l'impérialisme, ses guerres et ses armes nucléaires.**

L'épanouissement des peuples n'est envisageable que dans un monde en paix et libéré du capitalisme. La CGT œuvre et œuvrera toujours à dynamiser la culture de la paix en militant pour la coopération et l'amitié entre les peuples. L'amélioration des droits des populations, le développement de l'accès aux biens et services de première nécessité, l'accès à la santé, à l'Éducation, à la culture, à la justice et la démocratie sont des conditions sine qua non de la paix.

POUR LA CGT ÉDUC'ACTION, IL Y A URGENCE À EXIGER...

- ✓ L'ABANDON DES « CLASSES DÉFENSE » ET DU GUIDE D'ACCULTURATION, AINSI QUE DE TOUS LES DISPOSITIFS ET PROJETS REPOSANT SUR UN PARTENARIAT ENTRE ÉCOLE ET ARMÉE
- ✓ LA FIN DE LA PROMOTION DU SNV DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES
- ✓ L'ABROGATION DU SNV ET DE SA PROMOTION DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES
- ✓ LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION À LA PAIX, AU DROIT INTERNATIONAL, À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
- ✓ LE RENFORCEMENT DES MOYENS POUR LA CULTURE, L'ART, LA PENSÉE CRITIQUE
- ✓ LA PROTECTION DES MINEUR-ES CONTRE LES STRATÉGIES D'INFLUENCE.
- ✓ LE REFUS DES POLITIQUES ÉDUCATIVES VISANT À FORMER DES EXÉCUTANT-ES DOCILES PLUTÔT QUE DES INDIVIDU-ES DOUÉ-ES D'ESPRIT CRITIQUE



CGT Éduc'action

263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL

www.cgteduc.fr

0155827655 unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgt_educ



@cgteeducation